

TRACES NUMÉRIQUES

Dana Diminescu

GISTI | « Plein droit »

2016/3 n° 110 | pages 3 à 6

ISSN 0987-3260

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-plein-droit-2016-3-page-3.htm>

Pour citer cet article :

Dana Diminescu, « Traces numériques », *Plein droit* 2016/3 (n° 110), p. 3-6.

Distribution électronique Cairn.info pour GISTI.

© GISTI. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Traces numériques

Dana Diminescu, I3-SES, CNRS, Télécom ParisTech, université Paris-Saclay

Depuis la « crise des réfugiés » de l'été 2015, le monde semble prendre conscience et/ou connaissance de l'importance des technologies de l'information et de la télécommunication (TIC) dans la vie des migrants. Des images de réfugiés syriens en train de charger leurs smartphones sur la route des Balkans ou d'utiliser Facebook ou Google Maps pendant leur traversée ont fait le tour du monde. À cette date, les médias de tous les pays¹ regorgeaient de reportages sur les applications, les hackathons et sur toutes sortes d'initiatives d'associations, d'entreprises de l'économie sociale et solidaire ou de géants de la technologie engagés pour la cause humanitaire.

Les attentats de novembre 2015 et de 2016 en Europe ont relancé le débat sur l'usage de l'internet par les migrants et ont semé la confusion. L'« euphorie technologique » de l'été 2015 est devenue anxieuse une fois que les mêmes médias ont pointé l'usage des applications (plus ou moins cryptées) par des gens suspectés d'avoir profité des flux de réfugiés pour s'introduire en Europe et perpétrer des attentats.

L'été 2015 est indubitablement un moment important à partir duquel la figure du migrant connecté et sa traçabilité numérique s'incrémentent dans l'imaginaire collectif. Pourtant, le phénomène – l'usage des TIC par les migrants – est loin d'être nouveau.

1996 et le mouvement des sans-papiers de Saint-Bernard ont certainement constitué un tournant. Lors de cette mobilisation, le syndicat Sud-PTT apporte son aide et dote les porte-parole du mouvement d'un téléphone portable à la place des talkies-walkies utilisés traditionnellement dans la coordination des manifestations de rue. Au-delà de l'aspect organisationnel, cet instrument est devenu le médium par lequel plusieurs négociations avec les pouvoirs publics ont été menées et par lequel le contact avec la presse et les associations est demeuré ouvert. C'est également à ce moment-là qu'apparaît Pajol (<http://pajol.eu.org>²), le premier site web à écrire l'histoire des migrations fondée sur une archive web (www.bok.net/pajol/index2.html).

« Pour moi, écrit Madjiguène Cissé (porte-parole des sans-papiers de Saint-Bernard)³, le voisinage de pratiques animistes et de la technologie de pointe, à travers le site internet, l'Audiotel, le téléphone cellulaire, signe distinctif du porte-parole des sans-papiers, était comme une représentation de notre lutte. » Si, dans son témoignage, Madjiguène Cissé évoque « le poulet et le portable » comme des symboles héraldiques inscrits sur le blason des sans-papiers, c'est pour mieux souligner le fait que « les migrants d'en bas » peuvent alors bénéficier des innovations techniques de la communication et les utiliser au même titre que les citoyens de plein droit des pays développés.

Depuis, l'usage du téléphone mobile par les migrants et leurs familles lointaines s'est généralisé. À partir de la fin des années 1990, les associations et administrations publiques le constatent : « Tous les migrants sans-papiers qui passent aujourd'hui à la permanence du Gisti laissent un numéro de téléphone portable », disait Patrick Mony, alors directeur de l'association. Sans papiers mais avec un téléphone portable dans la poche, cette réalité perdure depuis une vingtaine d'années. Dans le monde des migrants, le cellulaire est devenu un kit de survie qui fait office d'adresse, de boussole, de secrétariat du pauvre (le répondeur), de centre d'information, de mode de paiement et de loisir. Il est devenu le support matériel indispensable à l'intégration et au maintien de réseaux transnationaux.

« Tout groupe dispose à chaque moment, pour pouvoir communiquer avec ses membres absents (ou ses émigrés) d'un ensemble d'instruments qui forment système », écrit Sayad⁴ en étudiant, dans les années 1980, les messages enregistrés sur une cassette de magnétophone et envoyés au pays par les migrants algériens. Messages oraux, lettres acheminées par la poste ou appels téléphoniques hier ; e-mails, SMS, chats, vidéoconférences par Skype, Facebook ou WhatsApp aujourd'hui. Tout moyen de communication est bon pour satisfaire cette « compulsion de proximité⁵ », ce besoin obsessionnel d'« approcher le lointain » dont

chaque migrant fait l'expérience. Sans tomber dans un déterminisme technologique, il faut s'accorder sur le fait que le déploiement de la technologie numérique et l'appropriation du téléphone mobile et de l'internet par les migrants apportent des changements considérables bien au-delà de leurs pratiques communicationnelles à distance : ces technologies ne touchent pas seulement à la communication qui supplée l'absence, mais également à tous les aspects de la vie du migrant.

Les « amis » des amis migrants

Un projet de migration se construit aujourd'hui non seulement sur la base des récits d'autres migrants de retour au pays, mais aussi par des recherches sur internet et les réseaux sociaux. Beaucoup des migrants offrent sur leur blog ou sur leur compte Facebook, Instagram ou WhatsApp, sur Youtube ou Periscope, jour après jour, des témoignages, des cartes, des photos, des vidéos sur leurs parcours et sur leur vie, qui deviennent autant de sources d'information pour les candidats au départ. Sur Facebook, sur RenRen ou Vcontact, les « amis » des amis migrants sont des réseaux transnationaux des candidats à la migration d'aujourd'hui. La dynamique de cette mise en réseau se développe aussi en matière de projet matrimonial, avec l'apparition de dizaines de sites de rencontres fondés sur une base ethnique⁶. Les TIC ont renforcé l'*ethnoscape* en même temps qu'elles ont augmenté et diversifié le capital relationnel des migrants.

Ceux qui s'appêtent à voyager sont désormais au moins équipés d'un téléphone mobile, d'une adresse internet, d'un compte Facebook ou WhatsApp. Qu'ils soient sur la route, dans un camp aménagé ou dans une « jungle », se connecter à l'internet et charger son smartphone sont des soucis permanents pour les migrants. Poser des questions à son réseau Facebook et s'informer sur les dangers et les opportunités de la route, demander des précisions géographiques pour mieux adapter sa trajectoire, enfin laisser, en temps réel, des traces numériques à ceux qui suivent, toutes ces pratiques pointent le caractère fortement performatif de l'usage des TIC par les migrants.

La frontière, qui était jusqu'à peu une ligne dans un espace géographique, s'inscrit désormais dans un espace numérique, comme l'ont montré de nombreux chercheurs (Didier Bigo, Aysé Ceyan, Gabriel Popescu, Cédric Parizot, Claire Rodier) qui parlent de « *smartborder* »⁷. S'il y a toujours un enfermement physique, par exemple dans les centres de rétention, les migrants se retrouvent aujourd'hui « enfermés », au sens où leurs déplacements sont entravés, par leur inscription dans les multiples fichiers pour étrangers qui ont été créés

au cours des dernières décennies, tels le SIS (*Schengen Information System*)⁸. Les passeurs, eux aussi, se sont adaptés à cet environnement digital et proposent des solutions de passage « par l'écran » et des stratagèmes pour « être (ou redevenir) propre » dans l'ordinateur. Traqués, ils ont notamment développé une panoplie logistique brouillant leurs traces numériques⁹.

À l'arrivée dans le pays de destination aussi, le numéro de téléphone mobile, l'adresse mail, le compte Facebook ou LinkedIn, ou GoogleTraduction sont devenus impératifs pour s'intégrer, pour trouver un travail et, bien sûr, pour garder le contact et rassurer la famille restée au pays. Les conversations par Skype et les réseaux sociaux, les applications diverses sont entrées dans le quotidien des migrants et ont transformé le lien à distance : désormais, il ne s'agit plus d'une brève communication épisodique, mais d'une manière de vivre ensemble à distance¹⁰. Communiquer quotidiennement avec les proches restés au pays, téléphoner, chatter, se voir sur Skype est entré dans les mœurs de la *worldfamily*¹¹. Depuis la baisse des prix de l'internet, l'uni-sens de l'appel n'est plus la règle. Les migrants sont appelés à leur tour par leurs proches restés sur place ; cette évolution met fin à l'asymétrie historique qui régnait dans les échanges téléphoniques des migrants. Cette nouvelle donne (être joignable à tout moment) est généralement vécue comme un soulagement, un apaisement de la douleur d'être séparé de sa famille. Il y a cependant des cas où cette sollicitation permanente est vécue comme une surcharge pour celui qui est parti, une nouvelle forme de contrôle ou d'enfermement. Au fur et à mesure que les infrastructures numériques se répandent, la fracture numérique se déplace : à présent ce n'est pas l'accès inégal à l'internet qui fait désintégration, mais l'usage exclusivement ethnique des plateformes, des chaînes d'information et de loisir, de jeux en ligne et d'applications qui font paraître des nouvelles formes de ghettoïsation. On peut citer le cas de cet enfant chinois qui maintenait les liens avec ses amis restés en Chine, en jouant en réseau avec eux, retardant d'autant son intégration en France, le développement de son réseau social « physique » et son apprentissage de la langue.

Faire acte de présence à distance est, depuis toujours, un contrat informel entre ceux qui partent et ceux qui restent, mais l'extension des possibilités de le faire quotidiennement renforce un devoir historiquement reconnu : l'envoi d'argent au pays (ou *remittances*). Dans ce domaine des transferts financiers, on note également des changements majeurs dont la multiplication d'innovations et de services de transferts destinés aux migrants. Plusieurs initiatives font coïncider les corridors bancaires et les corridors de la communication¹²,

partant du constat que si les migrants et leurs familles sont peu bancarisés, ils sont néanmoins presque tous équipés en téléphones mobiles et peuvent ainsi accéder à diverses modalités de transactions financières. M-pesa, système kényan de transfert d'argent par téléphone portable, a été officiellement lancé en 2007 par Safaricom. Orange a créé un service identique, Orange Money, notamment pour couvrir la partie francophone du continent africain. Depuis, les innovations en matière de *remittances* ont fleuri. La Poste ou des sociétés spécialisées comme Paypal, Moneygram et Western Union proposent des solutions adaptées à internet. Des start-up développent, quant à elles, des applications de transferts financiers pour les réseaux sociaux.

Le migrant n'a plus qu'à se servir dans cette abondance d'offres selon ses besoins. S'il souhaite que l'argent envoyé soit visible dans la communauté, il l'envoie via un de ses membres. Si le montant est peu élevé, il choisit un opérateur téléphonique, scanne la preuve et l'envoie dans les réseaux communautaires. S'il y a une urgence, il fait appel à Western Union. S'il veut placer ou s'envoyer de l'argent avant un voyage dans son pays d'origine, il le transfère par la banque en ligne. Mais, dans tous les cas, on s'aperçoit que plus ces infrastructures numériques permettent l'autonomie dans la gestion à distance de leur avoir, plus elles sont plébiscitées par les migrants, quels que soient leurs origines ou leurs traits particuliers¹³. Cette envie forte d'autonomie est évoquée de manière explicite : « être le maître de son avoir ailleurs » ou « donner aux siens, mais aussi garder pour soi-même ». En favorisant les actions à distance, les TIC offrent une opportunité, sans précédent dans les sociétés de migrants, pour développer des stratégies individuelles jusque-là indétectables, car inhibées par le poids de décisions collectives. Le migrant, habituellement surexposé aux devoirs de solidarité, peut aujourd'hui mieux gérer ses ressources et, implicitement, son rapport aux autres.

e-diasporas

Ces changements s'observent également à un niveau communautaire. Dans le domaine des diasporas, alors que les communautés se dispersent davantage dans l'espace physique, on peut constater l'émergence de nouvelles formes de groupement, d'action et d'occupation des territoires numériques.

» Hier, immigrer signifiait se couper de ses racines. Aujourd'hui, on peut circuler et garder le contact. Cette évolution ouvre probablement une nouvelle page dans l'histoire des migrations.

Le web et, plus récemment, les réseaux sociaux composent un environnement particulièrement pertinent pour les diasporas car il est interrelationnel, interactif et transnational par essence. En outre, les diasporas sont passées, pour les pays d'émigration, de populations délaissées, syndromes visibles de l'incapacité du pays à fournir les moyens économiques ou politiques de son développement, à une ressource nouvelle à mettre en valeur, à courtiser et à inclure d'un point de vue symbolique, économique et politique¹⁴. Conséquence pratique, de plus en plus d'États ont développé des services administratifs à destination de leurs populations à l'étranger : missions, agences spécialisées et ministères de la diaspora¹⁵, mais aussi plateformes web de services et applications.

Quelle est cependant précisément la nature des (hyper)liens qui connectent les États d'origine à leurs populations à l'étranger ? En portant leur attention sur la nature et la structure des réseaux d'hyperliens, les recherches menées dans le cadre de l'*e-Diasporas Atlas* (www.e-diasporas.fr) ont permis quelques découvertes intéressantes. Le web ne suit pas la démographie de la dispersion. Sur la toile, la grande majorité des e-diasporas est géolocalisée en Amérique du Nord, aux États-Unis en particulier. Cette domination est d'autant plus étonnante quand la présence numérique contraste fortement avec la présence géographique. C'est le cas des diasporas chinoise, palestinienne, népalaise ou encore de la diaspora des Indiens du Kerala. Par exemple, si cette dernière vit à 95 % dans les pays du Golfe, c'est aux États-Unis que son activité sur la toile est la plus forte.

L'*Atlas* a aussi analysé les liens entre le pays d'origine d'une diaspora et les acteurs de la diaspora elle-même. Plus l'État d'origine est fort, plus les sites administratifs et ceux des associations d'expatriés apparaissent connectés ; c'est le cas de la France par exemple. Plus l'État est faible, plus ces liens sont absents, voire controversés ou univoques. L'*Atlas* a permis aussi d'observer différentes formes de mobilisation des migrants sur le web, notamment la prise de pouvoir de petits groupes, plus ou moins légitimés, qui prennent la parole au nom de tous. Enfin, on assiste à l'émergence de nouvelles diasporas qui n'existaient pas avant l'arrivée du web et qui se sont structurées par le réseau du web. C'est le cas des diasporas ouïgour, hmong ou encore macédonienne. Les réseaux de personnes hautement qualifiées, vivant à l'extérieur de leur

pays et se réclamant d'une même origine, ont joué de leurs compétences techniques et scientifiques comme de leur dispersion planétaire pour s'installer sur le web. Leurs réseaux, et les outils informatiques de recherche généalogique et/ou bibliographique font également évoluer les politiques de développement. Si bien que les États d'origine ne s'inquiètent plus du « brain drain », mais comptent sur le transfert de compétences et sur les réseaux professionnels développés par ces migrants hautement qualifiés. À cette fin, ils utilisent des logiciels d'identification onomastiques pour les repérer dans les bases de données professionnelles ou scientifiques.

Dans les pays d'accueil, les services e-administratifs destinés aux migrants se répandent et, sous l'impulsion des associations, différentes innovations à label social et solidaire voient le jour. En France, l'histoire de la plateforme Calm¹⁵, qui met en relation des personnes réfugiées et des particuliers est, à ce titre, exemplaire. Proposée par l'association Singa, la plateforme a été lancée en janvier 2015 lors d'un hackathon dédié au développement d'applications mobiles à destination des réfugiés. Pendant l'été 2015, Calm s'est vu propulsé par une forte couverture médiatique. Fin septembre 2015, l'association comptait plus de 7 000 familles de Français inscrites sur son site souhaitant s'engager pour l'accueil des réfugiés (contre seulement 300 réfugiés qui ont fait la demande). L'association Singa et Simplon.co, une entreprise de l'économie sociale et solidaire, labellisée Grande École du numérique, ont lancé Refugeeks, un projet expérimental de formation au codage dédiée aux réfugiés, avec le soutien de partenaires publics et privés. Les géants de la communication s'alignent : Orange dédie une rubrique de sa plateforme numérique, Digital Society Forum¹⁷, aux « Diasporas connectées » et SFR soutient Emmaüs connect... Interviewés sur l'usage de ces plateformes, les réfugiés bénéficiaires de ces services, louent « l'intégration par immersion » et pointent davantage le travail des bénévoles anonymes qui les hébergent et les accompagnent.

Mon positionnement, décrit dans un manifeste épistémologique il y a une douzaine d'années¹⁸, est post-Sayad. Je pense, comme Sayad, que présence et absence sont comme deux faces de la même monnaie, deux aspects constitutifs du migrant. Simplement, avec l'arrivée massive des TIC, la qualité de la présence a changé considérablement. Nous sommes face à une présence connectée qui partage certaines propriétés (le contact permanent, la jouabilité, une présence virtuelle facilement actualisable). Sayad disait que « *le paradoxe de la science de l'émigration est qu'elle serait une science de l'absence et des absents.* [...] Continuer d'être présent

en dépit de l'absence et n'être que partiellement absent là où il est absent. » Justement, c'est sur ces formes incomplètes d'absence et de présence que les TIC interviennent. Hier : immigrer signifiait se couper de ses racines ; aujourd'hui : on peut circuler et garder le contact. Cette évolution ouvre probablement une nouvelle page dans l'histoire des migrations. ♦

¹ Evgeny Morozov, « A l'ère numérique, le capitalisme compatissant », *les blogs du Diplo*, <http://blog.mondediplo.net/2016-07-02-A-l-ere-numerique-le-capitalisme-compatissant>

² Voir « Quand la lutte des sans-papiers se met au numérique », rubrique Mémoire des luttes dans ce numéro.

³ Madjiguène Cissé, *Parole de sans-papiers*, La Dispute, Paris, 1998.

⁴ Abdelmalek Sayad, « Du message oral au message sur cassette, la communication avec l'absent », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 59, 1985, p. 61-72.

⁵ Deirdre Boden et Harvey L. Molotch, « The Compulsion of Proximity », in Roger Friedland and Deirdre Boden, *NowHere: Space, Time and Modernity*, University of California Press, 1994, p. 257-286.

⁶ Dana Diminescu, Matthieu Renault, Mathieu Jacomy et Christophe d'Iribarne, « Le web matrimonial des migrants. L'économie du profilage au service d'une nouvelle forme de commerce ethnique », *Réseaux*, n° 159, 2010, p. 7-57 [en ligne : www.cairn.info/revue-reseaux-2010-1-page-15.htm].

⁷ www.antiatlas.net

⁸ Voir, l'article de Mélanie Le Verger, « Les réfugiés piégés par la frontière numérique » dans ce numéro.

⁹ Anouche Kunth, « Trahie par ses TICs... Décryptage judiciaire d'une filière clandestine à l'âge de l'E-migration », *Revue européenne des migrations internationales*, 30 (3 et 4), 2014, p. 15-30.

¹⁰ Dana Diminescu, « Le migrant connecté : pour un manifeste épistémologique », *Migrations Société*, n° 17 (102), 2005, p. 275-293 ; Sherry Turkle, *Alone Together: Why We Expect More from Technology and Less from Each Other*, Basic Books, 2011 ; Mirca Madianou and Daniel Miller, *Migration and New Media: Transnational Families and Polymedia*, Routledge, 2011 ; Ulrich Beck et Elisabeth Beck-Gernsheim, *Distant Love*, Polity Press, 2013.

¹¹ ou famille à l'ère de la mondialisation. Voir Ulrich Beck et Elisabeth Beck-Gernsheim, *op.cit.*

¹² David Bounie, Dana Diminescu et Abel François, « Une analyse socio-économique des transferts d'argent des migrants par téléphone », *Réseaux*, n° 159, 2010, p. 91-111.

¹³ David Bounie, Dana Diminescu et Abel François, *op.cit.*

¹⁴ Stéphane Dufoix, *Les diasporas*, PUF, 2003, 128 p. ; Eva Østergaard-Nielsen, « The Politics of Migrants' Transnational Political Practices », *International Migration Review*, n° 37, septembre 2003, p. 760-786.

¹⁵ Dovelyn Rannveig Agunias and Kathleen Newland, *Developing a Road Map for Engaging Diasporas in Development*, OIM, 2012.

¹⁶ <https://singa.fr/la-communauté/calm-comme-a-la-maison>

¹⁷ Plateforme collaborative ouverte, le Digital Society Forum est initié par Orange, avec *Psychologies Magazine* et la Fondation internet nouvelle génération. <http://digital-society-forum.orange.com/fr>

¹⁸ Dana Diminescu, « Le migrant connecté : pour un manifeste épistémologique », *Migrations Société*, n° 17 (102), 2005, p. 275-293.